

Onomastique et généalogie

Au croisement de l'histoire et de la linguistique, l'onomastique est la science qui a pour objet d'étude les noms de lieux (toponymie) et de personnes (anthroponymie). L'essor de l'histoire locale et de la généalogie, ainsi que de nombreux débats de société témoignent de l'importance croissante accordée à la question du nom dans toutes ses dimensions : origine, évolution, transmission.

En 2019, les Archives nationales ont publié un guide bibliographique sur les noms de lieux et de personnes en France, rédigé par Pierre-Henri-BILLY et Sébastien NADIRAS. Pierre-Henri BILLY est chargé de recherche au Laboratoire de médiévistique occidentale de Paris (CNRS-LAMOP); Sébastien NADIRAS, conservateur du patrimoine, est responsable du Centre d'onomastique des Archives nationales

Couvrant les différentes régions de France, cet ouvrage traite des différents types de noms : noms de lieux (lieux habités, lieux-dits, cours d'eau, reliefs, rues et voies) et noms de personnes, dans une perspective pluridisciplinaire (histoire, géographie, linguistique, mais aussi sociologie, droit, etc.). Il se veut à la fois scientifique et pédagogique par ses commentaires explicatifs, destinés notamment aux non-spécialistes, visant à faire connaître à un large public le patrimoine – immatériel – que constituent les noms de lieux et de personnes de France, ainsi que les outils permettant de l'étudier.

Noms de lieux et noms de personnes en Roussillon

Un colloque organisé en décembre 2015 à Paris dans le cadre d'un partenariat entre les Archives nationales et la Société française d'onomastique visait à approfondir la réflexion sur une question qui intéresse au premier chef les chercheurs en onomastique mais qui, dans un cadre plus large, concerne aussi les historiens, à savoir les sources.

Quels documents peuvent constituer des sources pertinentes pour l'étude des noms propres? Comment peut-on les évaluer en fonction de leur origine et de leur spécificité (inscriptions, documents diplomatiques, listes nominatives, cartes etc.) ? Quelle exploitation en faire, selon les méthodes propres à chaque champ disciplinaire ou dans une perspective interdisciplinaire (histoire et sciences auxiliaires, cartographie, géographie, linguistique, philologie etc.) ?

A l'occasion du colloque de 2015, Renada-Laura Portet a développé la question des sources de la toponymie roussillonnaise.

Ces questions étaient bien connues de **Renada-Laura Portet**, décédée en 2021 dont la thèse de doctorat, publiée en 1982, portait sur "Els noms de llocs del Rossello". Dans son ouvrage sur **les noms de lieux du Roussillon de la Protohistoire à nos jours, publié en 2021 aux éditions l'Harmatan**, les noms des villages, hameaux et lieux-dits prennent vie et chair. **L'auteure est remontée à la plus haute mémoire pour déstiquer, gratter, raviver, l'entrecroisement vibrant des langues enfouies : le basque, puis le roman, avec des apports wisigothiques et francs, marqueurs de l'organisation féodale, parfois des diphtongues occitanes, souvenirs de la langue autrefois commune.**

Renada-Laura Portet, « Sources de la toponymie roussillonnaise : vicissitudes, problèmes et inquiétudes »,

Nouvelle Revue d'Onomastique n° 59, 2017, p. 99-104

Ce colloque sur les « sources » nous précise, dans son argument, que le débat porte moins sur les sources elles-mêmes qu'il n'invite à une « réflexion » à leur propos. Les documents sont-ils authentiques ? La lecture, l'analyse philologique, le contrôle historique suffisent-ils ? Peut-on remonter jusqu'à l'origine du toponyme, et ce parcours peut-il se faire avec toutes garanties ? L'étymologie peut-elle être établie ? Et est-elle bien nécessaire ?

Les sources de la toponymie roussillonnaise n'échappent pas à ces questions ; elles présentent en outre l'originalité, et le handicap, d'être réparties entre deux États, de part et d'autre d'une frontière politique. À quoi s'ajoute la complexité de la langue car, lorsque les anciens « comtés catalans » de la médiévale Marche d'Espagne sont devenus français sous Louis XIV, en 1659, toute la toponymie roussillonnaise était déjà fossilisée en catalan (avec, en plus, un substrat basque, pré-indo-européen, morphologiquement bien présent).

Des deux États frontaliers, c'est la Catalogne qui est la plus riche en sources écrites. Les documents médiévaux y abondent et ont été admirablement conservés. Il en existe également en France, mais beaucoup ont disparu (les cartulaires de la cathédrale d'Elne et de l'abbaye d'Arles-sur-Tech, par exemple, sont partis, au temps de la Révolution de 1789, dans plus d'une cinquantaine de charretées, pour être jetés à la mer). En outre, à en croire le très regretté Pierre Bonnassie et sa magistrale thèse sur la Catalogne, « les folios originaux des documents que le Roussillon aurait fait parvenir à Paris au moment de l'annexion n'auraient pas eus les soins ni l'attention qu'ils méritaient... ».

Les principaux recueils de documents écrits qui concernent en particulier le Roussillon sont :

1. Marca Hispanica sive Limes Hispanicus, de Pèire DE MARCA, publié en 1688.
2. Le Cartulaire roussillonnais de Julien-Bernard ALART, publié en 1880 en soixante-deux volumes, aujourd'hui microfilmés et munis de deux tables du XIXe siècle (noms de lieux, en deux volumes manuscrits ; sanctuaires).
3. Les Capbreus, registres fonciers du royaume de Majorque, très beaux originaux du XIIIe siècle, archivés à Perpignan (un temps capitale, pendant soixante-dix-huit ans, de ce petit et bref royaume).
4. Le Liber feudorum maior, du XIIe siècle, conservé aux archives de la Couronne d'Aragon. Mutilé, il a été refait en 1945-1947 à partir d'un index du XIVe siècle et de documents originaux conservés dans ce dépôt.
5. Les dotalies de les esglésies catalanes (segles IX-XII), thèse universitaire du dr. Ramon ORDEIG I MATAS publiée en Catalogne (1997-2004). Cet ouvrage contient les actes de consécration de toutes les églises catalanes de part et d'autre de la frontière France-Espagne.
6. Les matrices cadastrales napoléoniennes, réalisées à partir d'enquêtes orales retranscrites et dont les originaux sont archivés au local du cadastre à Perpignan.

Aujourd'hui numérisées, les matrices originales sont accessibles électroniquement.

7. Les états de section, conservés aux archives départementales mais avec des exemplaires dans chaque commune.

Il y aurait beaucoup à dire sur les documents provenant d'enquêtes orales retranscrites. Mais c'est Marca Hispanica qui a été – et est encore – le plus sujet à polémique. Et c'est bien injuste.

Marca Hispanica sive Limes Hispanicus (sous-titré hoc est, Geographia et historica descriptio Cataloniae, Ruscinonis et circumjacentium populorum) est l'impressionnante collection de documents réunis par le béarnais Pèire DE MARCA au cours des presque huit années qu'il passa en Catalogne, où il arriva en 1644. Juriste, historien et homme politique, il était « féal conseiller ordinaire du roi en ses Conseils » quand Louis XIV l'envoya, avec le titre de Visiteur général, dans le principat de Catalogne. Il y réunit un total de 1 402 documents en latin, comprenant des actes de consécration d'églises, des sacramenta, des dotations, depuis l'an 819 (avec l'acte de consécration de l'église d'Urgell) jusqu'en 1475 (avec l'Epistola Hieronymi Pauli Catalani ad Petrum Michaellem Carbonell regum archivarium super civitatis Barchinonae – soit une lettre de courtoisie et une sorte de quitus à l'archiviste royal de Barcelone...). Nous avons la chance que ce titanesque ouvrage ait bénéficié d'une réédition en fac-similé, à Barcelone, en 1972.

À son retour en France, avec deux volumes de documents originaux sous le bras, Pèire DE MARCA fut convoqué, comme assesseur des délégués français, à l'Île des Faisans, pour y préparer l'annexion du Roussillon (et, en plus, si possible : des « quelques terres adjacentes », soit – je cite – la Cerdagne, le Conflent et le Vallespir...). Mais les négociations furent interrompues, et Mazarin l'envoya alors, par la suite, à la « Conférence de Céret » où, d'après les témoignages des contemporains présents (témoignages reproduits dans la préface), « la supériorité de son érudition lui permit de confondre les délégués espagnols de Philippe IV et de faire la division territoriale la plus favorable à la France ». Le 7 novembre 1659, le traité était signé. Les anciens comtés catalans de Roussillon, Conflent, Vallespir et Cerdagne devenaient français, réunis sous le nom de « Province de Roussillon ». Ils s'ajoutaient, pour former aujourd'hui le département des Pyrénées-Orientales, au pays de Fenouillet (pagus Fenolietensi), déjà annexé en 1285 par le traité de Corbeil, conclu entre Jacques Ier de Majorque et saint Louis. C'est dire si le travail de Pèire DE MARCA eut une portée historique capitale. Louis XIV le récompensa en le nommant archevêque de Paris.

Dans ces conditions et optiques politiques très particulières, à des fins, pour tout dire, impérialistes, des doutes sur l'authenticité des documents pourraient, à la rigueur, être exprimés. Et l'on ne s'en est pas privé, accusant Pèire DE MARCA d'avoir opéré des manipulations personnelles dans les textes, produit des faux et même d'en avoir volé (ce qui s'est avéré exact à sa succession), et surtout d'avoir fait un tri, choisissant les seuls documents portant dans leur eschatocole des références à un prince ayant régné en France (ce qui a été à peu près le cas pour tous les documents carolingiens de la Marche d'Espagne).

Or, lorsqu'on sait que ce n'est pas Pèire DE MARCA qui en assura la rédaction (sa mort l'en ayant empêché), mais son secrétaire Étienne BALUZE, qui en fut chargé par Colbert, et que la publication de ce recueil, également assurée par BALUZE, ne fut effective que quarante-quatre ans après que Pèire DE MARCA ait commencé sa collecte de documents en Catalogne, on peut sans une trop grande charge de conscience, émettre aussi quelques doutes... D'autant que BALUZE n'est pas exempt de reproche si l'on songe au faux cartulaire de Brioude qu'il aida à confectionner de toutes pièces pour complaire au cardinal de Bouillon.

Soyons cependant rassurés pour nos documents. Ils sont bien issus d'actes notariés dont on peut retrouver les originaux dans les archives de la bibliothèque de Catalogne, à Barcelone, et beaucoup proviennent également des authentiques registres paroissiaux des églises catalanes jusqu'à Tarragone, capitale métropolitaine de toute la Catalogne (chronologiquement après Elne). Pourtant, certains médiévistes catalans ont émis des réserves, arguant, entre autres, que l'acte de consécration de la cathédrale Sainte-Marie d'Urgell était un faux. Heureusement, il y a eu depuis la publication de la thèse du Dr Ramon ORDEIG I MATAS sur les actes de

consécration de toutes les églises catalanes et ce ne serait, quoiqu'avec des avis très diversifiés sur l'exacte datation, qu'une question de date, légèrement postérieure. Le texte, et son richissime contenu toponymique, vérifié par ces mêmes médiévistes, est bien authentique. Et c'est là ce qui nous importe le plus.

Il resterait peut-être à moduler quelque inquiétude quand on lit, dès les premières pages de la préface, de véritables dénis historiques, écrits noir sur blanc dans un indéniable esprit « jacobin » : le comté de Roussillon, ce « petit coin perdu » (*angulus ille*), ne s'est jamais appelé Catalogne, mais a toujours fait partie du territoire de la Narbonnaise (*angulus ille in quo consistit nobilissimus comitatus Ruscinonensis, qui semper in Narbonensis fuerat...*). Et il n'y avait pas à tergiverser là-dessus puisque les Pyrénées étaient les limites naturelles entre la Gaule et l'Hispanie : *montes qui fuerant naturales termini Galliarum et Hispaniarum, dividerent in posterum Galliam Narbonensem*. Cette partie de l'Espagne citerieure, qui ne s'est jamais appelée Catalogne – et *eam partam citerioris Hispaniae quae nunc Catalonia dicitur* –, devait donc être rendue à son maître « naturel », notre très puissant roi Louis le Grand – *ad suum naturalem dominum rediit, id est, ad potentissimum Regem nostrum Ludovicum cognomento Magnum*. Dont acte. Historique.

Marca Hispanica a été et reste, quoi qu'on en dise, un magnifique instrument de travail pour l'onomasticien et le toponymiste. Les sources y sont abondantes et sûres, d'une haute qualité. Les recherches ultérieures menées, en Roussillon, par les excellents archivistes ALART et BRUTAILS n'ont fait que le confirmer.

Il en va autrement avec les matrices cadastrales napoléoniennes. Quand, à partir de 1807, les fonctionnaires français du cadastre arrivèrent en Roussillon pour faire les relevés parcellaires, les habitants parlaient uniquement catalan. Et les noms de lieux n'étaient prononcés qu'avec la phonologie de la variante roussillonnaise du catalan. Les fonctionnaires, ne reconnaissant ni le son du phonème ni le sens de ce qu'ils entendaient, firent malgré tout leur possible, suivant leurs capacités personnelles, pour remplir leur tâche

et écrivirent les noms dans la seule graphie qu'ils connaissaient : la graphie française. D'où les très nombreuses cacographies et erreurs sémantiques.

Cependant, pour les gens de ma génération, familiarisés avec le catalan – qui est même, pour beaucoup d'entre nous, la langue maternelle – et, de plus, avec les noms de lieux transmis oralement, au sein de la famille, « de génération en génération », cette graphie « à la française », loin d'être un handicap, permet de reconstituer le toponyme dans sa forme orthodoxe, cela d'autant mieux que l'on a reçu une bonne formation linguistique, intégrant les règles phonétiques particulières propres au catalan roussillonnais.

Voyons l'exemple de Colomine del Retour, lieu-dit de la commune de Cànoves (Canohès au cadastre). La colomina, coromina avec une variante fréquente de rhotacisme, provient du neutre pluriel latin *condominia* avec le sens de "copropriété". Au Moyen Âge, ce mot représentait la portion de terre nette d'impôt que le seigneur se réservait parmi les biens qu'il donnait en fief.

Que peut donc désigner ici le déterminant Retour ? C'est simplement le mot "recteur", *rector* en catalan (avec /o/ tonique et fermé selon la variante roussillonnaise du catalan), entendu par une oreille française. Ce mot désigne en catalan "le curé de la paroisse". Et ce lieu-dit était le nom d'un bien ecclésiastique, net d'impôt.

Phonétiquement, s'agissant d'un oxyton et l'accent tonique étant sur la dernière syllabe, il se produit, en roussillonnais, une fermeture du /o/ tonique qu'en français l'on écrit -ou-, avec

deux graphèmes. Et comme il se produit aussi, en roussillonnais, une assimilation progressive de l'implosive /k/ à la dentale qui suit, une oreille française entend /retour/

Une fois tirées au clair toutes les cacographies de ce genre, on aurait pu croire la toponymie du Roussillon correctement retranscrite sur nos matrices cadastrales. Malheureusement, ont été engagées, au XXe siècle, des révisions cadastrales par commune, souvent au hasard des modifications parcellaires, qui furent source de nouvelles corruptions : les secrétaires municipaux et locaux, étant catalans, interprétèrent en effet à leur façon ce qu'ils croyaient comprendre.

Voyons l'exemple de La Colomine del Paré. Cette première transcription, effectuée en 1809 lors du relevé sur le terrain, suivait, dans sa graphie « phonétique » à la française, l'exacte prononciation roussillonnaise de ce nom de lieu, bien attesté par un document carolingien de 994 renfermé dans le Cartulaire roussillonnais d'ALART : ipso perario dans le sens de "poirier" pour le déterminant (en catalan orthodoxe : perer, avec le /e/ prétonique ouvert /a/). Mais, lors de la révision cadastrale de 1934, ce toponyme, interprété par le transcripateur local à sa façon, est devenu Colomine del Payrrer, c'est-à-dire "du maçon" dans sa variante catalane roussillonnaise avec, de surcroît, des fautes d'orthographe (car les roussillonnais « de souche » ne connaissent guère, du catalan, que la forme orale et pas l'écrite).

De l'arbre spécifique d'une activité agricole et repère descriptif d'un paysage, on passait à l'homme, déterminé par une activité artisanale : peirer ("le maçon"), fréquent aussi, en Roussillon, comme anthroponyme. Quelles qu'en soient les raisons circonstanciées, il s'agit là d'un transfert phonologique et polysémique. Les fausses interprétations populaires de ce genre sont, hélas, très nombreuses et, lors d'enquêtes administratives par des fonctionnaires évidemment non spécialisés, donnent lieu à une impressionnante série de cacographies malheureusement répertoriées.

On souhaiterait, en conclusion, une toponymie confiée, avant tout, à des toponymistes confirmés, qui conserveraient à nos sources une fiabilité historique et scientifique avérée. C'est indispensable pour cette histoire qui chemine que sont nos chers toponymes, petits trésors archéologiques, qui ont gardé et gardent la terre vivante dans sa vérité.

Bibliographie

BRUTAILS Jean-Auguste, 1889, Notes sur l'économie rurale du Roussillon à la fin de l'Ancien Régime, Perpignan, Latrobe.

ORDEIG I MATA Ramon, 1997-2004, Les dotalies de les esglésies catalanes (segles IX-XII), Vic, Ordeig i Mata.

PORTET Renada-Laura, 1983, A la recerca d'una memòria : els noms de lloc del Rosselló (microtoponímia), Perpignan, CeDACC.